

ÉCO & CO

De militaire à chef d'entreprise: Christophe Jean ouvre son 2e contrôle technique

Christophe Jean, 37 ans, s'apprête à ouvrir un tout nouveau centre de contrôle technique à Étauliers. Après un parcours riche en expériences, il raconte les défis de cette nouvelle aventure entrepreneuriale.

Le bâtiment est flambant neuf, l'enseigne rutilante et les équipements immaculés. Et pour cause: tout juste sorti de terre il y a quelques mois, le nouveau contrôle technique d'Étauliers n'a pas encore ouvert ses portes au moment où cet article est envoyé sous presse. « La préfecture doit passer, j'attends l'autorisation d'ouvrir dans les prochaines semaines », annonce Christophe Jean, le propriétaire de l'établissement.

À 37 ans, cet ancien militaire est impatient de débiter cette nouvelle étape dans sa carrière. Cette fois, il a mené son projet de bout en bout: le terrain lui appartient, il a supervisé la construction et prévoit d'embaucher rapidement un salarié. Mais Christophe Jean n'est pas un novice dans le domaine du contrôle technique.

Plus jeune, il rêvait d'une carrière longue dans l'armée. Mais avant cela, il lui fallait « quelque chose », un diplôme... Ce sera un bac professionnel en mécanique, bien qu'il confie ne jamais avoir été un passionné de voitures. Sous les drapeaux, il devient mécanicien au sein du 515^e régiment du train, à Angoulême. « J'assurais l'entretien et la maintenance des véhicules militaires. » Toutefois, avec le renouvellement de la flotte de son régiment, l'entretien est confié à Renault, et Christophe Jean est réaffecté comme instructeur de conduite de



Christophe Jean s'apprête à ouvrir son deuxième centre de contrôle technique.

© Photo NC

véhicules militaires.

Finalement, sa carrière dans l'armée ne dure que deux ans. Lassé par la rigidité militaire, il se reconvertisse en moniteur d'auto-école à Jonzac (Charente-Maritime). « Ça m'a plu, mais j'ai eu l'opportunité de reprendre le contrôle technique de Pons (Charente-Maritime). » Une opportunité qui s'est présentée par hasard. « Je passais mon contrôle technique. Le gérant m'a dit qu'il voulait vendre. J'ai fait une étude comptable et j'ai suivi une formation complémentaire. »

« Il faut savoir tout faire »

En 2019, Christophe Jean se lance avec un objectif clair: « être à mon compte. J'aurais aussi bien pu reprendre une auto-école. » À la tête du contrôle technique de Pons, membre du réseau Autoviv-

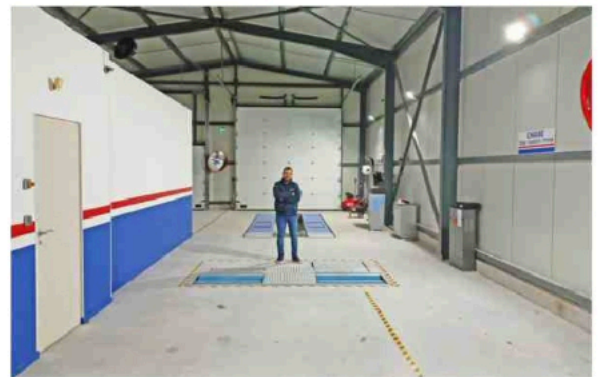
sion, Christophe Jean découvre rapidement les multiples facettes de son métier. « Il faut savoir tout faire: recrutement, comptabilité, gestion des conflits... » Très vite, il souhaite mettre cette polyvalence à profit en ouvrant un second site, dont il sera cette fois propriétaire. À Pons, il se contente de la location. Étauliers semble être l'endroit idéal. « Des garagistes m'ont encouragé à m'installer dans ce secteur. » Le terrain, situé sur la D137, est racheté à l'entreprise de motoculture voisine Horaud. Le bâtiment, qui bénéficie d'une belle visibilité, sort de terre à l'automne et devrait ouvrir sous peu, juste à temps pour la mise en place du contrôle technique obligatoire depuis 2024. Christophe Jean a investi dans des installations spécifiques pour cette prestation. « J'ai longtemps hésité: cela

notamment pour un célimètre et un sonomètre, ainsi que des formations supplémentaires. Et on parlait de cette mesure depuis de longues années sans la voir arriver. »

Côté clientèle, il reste confiant: « Avec le collègue, l'Esat, le foyer EVA, il y a beaucoup de deux-roues et de voitures sans permis (également concernées par l'extension du contrôle technique, ndr). Il y a du travail pour tout le monde. » Pourtant, s'il devait recommencer, il avoue qu'il éviterait de construire. « C'est très compliqué, il y a beaucoup de normes. » Quant à la gestion d'un autre contrôle technique, il préfère attendre. « Pour l'instant, je vais me contenter de ces deux-là », sourit Christophe Jean, qui, à l'aube d'une nouvelle étape dans sa carrière de chef d'entreprise, ne regrette pas d'avoir quitté l'armée plus tôt que prévu.

représente un investissement de 10 000 à 15 000 € supplémentaires,

Nicolas Campitelli



L'atelier est encore immaculé.

© Photo NC